**«LE PROJET DE LOI 82 SUR LE PATRIMOINE CULTUREL
NE PROTÈGE PAS LE CARACTÈRE IDENTITAIRE DE L'ÎLE D'ORLÉANS»**

**Mémoire présenté
par le Regroupement de citoyen(ne)s pour la protection de l'Île d'Orléans
dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi 82,
«Loi sur le patrimoine culturel»
devant la Commission de la culture et de l'éducation
de l'Assemblée nationale du Québec**

L'île d'Orléans, terre de mémoire

Ni vents, ni batailles, ni révolutions industrielles ou économiques n'ont eu raison de la beauté de l'île d'Orléans. Berceau de la civilisation française en Amérique du Nord, l'île d'Orléans demeure, malgré les attaques du temps, la fière mémoire d'un peuple. Ses falaises majestueuses et sauvages aux abords du Saint-Laurent, la rusticité de ses paysages, l'authenticité et la richesse de son patrimoine civil et religieux, nous imposent le respect de l'héritage immense qu'elle représente et nous obligent à s'en faire les gardiens.

Ces caractéristiques ont justifié dans le passé une protection particulière: Loi sur l'île d'Orléans, 1935; décret de 1970 proclamant l'île d'Orléans arrondissement historique; Loi sur les biens culturels, 1972.

L'île, terre de beauté

«Les écrivains ont raconté son histoire, les poètes ont chanté ses charmes, les peintres ont reproduit sur la toile ses gracieux paysages...». (Pierre-George Roy, 1928).

Située à l'entrée fluviale de Québec, site du Patrimoine mondial, l'île d'Orléans fait partie avec cette ville, de même qu'avec Lévis, Beaumont et la Côte-de-Beaupré, «d'un [vaste] ensemble paysager et patrimonial parmi les plus émouvants», (Michel Lessard, 1998). Elle s'intègre dans «un des plus beaux panoramas en Amérique du Nord», (Jean Garon, 2004).

On admet aujourd'hui que ces paysages contribuent à notre mieux vivre et à l'affirmation d'une identité culturelle et territoriale.

L'île, terre humaine

Malgré la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* de 1977, la pression de l'urbanisation et de l'industrialisation périphérique constitue toujours une réelle menace pour l'environnement et les paysages de l'île. Toutefois, les insulaires sont aujourd'hui davantage conscients de la nécessité des efforts de protection de leur cadre de vie et

acceptent mieux les contraintes qui y sont associées comme le montre l'étude de Marcel Barthe (2009). Dans cette optique on assiste actuellement à une tentative de coordination par la MRC et le CLD en vue d'assurer un développement en accord avec son statut d'arrondissement historique (Vision Île d'Orléans 2020). Il faut aussi mentionner les initiatives de nombreux producteurs agricoles de l'île, désormais plus respectueuses de l'environnement et des particularités du territoire.

L'île et son paysage

L'île d'Orléans fait naître chez ses résidents et ses visiteurs un véritable émerveillement qui s'explique bien sûr par ses caractères propres mais aussi par le fleuve qui la borde et les perspectives offertes par les contreforts laurentiens et par les espaces naturels de la Côte-du-Sud. Les sondages ne révèlent-ils pas que ces paysages et les percées visuelles sont des plus appréciés de ceux qui y vivent ou la visitent? Ces éléments font, par conséquent, parties intégrantes de la valeur patrimoniale que l'on accorde à l'île d'Orléans. La loi actuelle de 1972, mentionne d'ailleurs «les vastes panoramas sur le fleuve Saint-Laurent et ses rives».

Protéger l'île, c'est aussi protéger son écrin

D'une manière générale l'importance accordée à la protection élargie des paysages a poussé nombre d'organismes à énoncer des principes et des règles directrices qui doivent aujourd'hui inciter le législateur à considérer un monument ou un site historique, non plus comme un élément ponctuel, mais plutôt comme une composante d'un tout beaucoup plus vaste, le caractère identitaire du bien patrimonial étant associé au réceptacle qui le contient. Trois attestations:

- «Certaines perspectives particulièrement pittoresques doivent être préservées». (Charte d'Athènes, 1931).
- «Le monument est inséparable de l'histoire dont il est le témoin et du milieu où il se situe». (Charte de Venise, 1964).
- «Afin de protéger efficacement le bien proposé pour inscription, [il faut] une zone tampon [...] dont l'usage et l'aménagement sont soumis à des restrictions juridiques et/ou coutumières, afin d'assurer un surcroît de protection à ce bien. Cela doit inclure l'environnement immédiat du bien proposé pour inscription, les perspectives visuelles importantes et d'autres aires ou attributs ayant un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection. L'espace constituant la zone tampon doit être déterminé au cas par cas par des mécanismes appropriés». (Orientations devant guider la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial, UNESCO, janvier 2008).

La volonté exprimée des citoyens de l'île d'Orléans

Comme les arrondissements historiques, tel celui de l'île d'Orléans, deviendront des sites patrimoniaux déclarés au sens de la nouvelle loi, les signataires de ce bref mémoire réclament que le législateur assure :

- que la notion générale de «zone tampon» apparaisse dans le texte de loi et soit formulée selon les orientations de l'Unesco «pour fournir un degré supplémentaire de protection», (Patrimoine mondial, Unesco, 2008) ;
- que les sites patrimoniaux déclarés bénéficient de cette zone tampon.

Marcel Barthe, Hélène Bayard, Guy Bel, Pierre Béland, Donald Bouchard, Bernard Dagenais, André Dubois, Marius Dubois, Judith et Peter Dunn, Germain Grenon (m.s.a.), Paul Hébert, Mimi Lépine, (Abbé) Raymond Létourneau, Catherine et Anne Monna, Pierre Morency, Patrick Plante et Isabelle Pouliot

Note : la liste complète des signataires sera déposée lors de la présentation du mémoire en Commission parlementaire.

Texte de présentation du mémoire
**Le projet de loi 82 sur le patrimoine culturel ne protège pas le caractère identitaire
de l'Île d'Orléans**

présenté le 18 janvier 2011 devant la Commission de la culture et de l'éducation
par le Regroupement de citoyen(ne)s pour la protection de l'Île d'Orléans

« LE PAYSAGE CULTUREL PATRIMONIAL »

Le Livre Vert présenté par Madame la Ministre Christine St-Pierre *Un regard neuf sur le patrimoine culturel* faisait « un bilan critique de 35 ans d'application de la *Loi sur les biens culturels* » (p. 4). Le projet de loi 82 qui a suivi, intitulé *Loi sur le patrimoine culturel*, définit ce patrimoine « comme englobant non seulement les documents, immeubles, objets et sites patrimoniaux, mais également les paysages culturels patrimoniaux, le patrimoine immatériel et les personnages, lieux et événements historiques » (p. 2).

LE RECOURS À UNE ZONE TAMPON

Le mémoire préparé par un groupe de citoyen(ne)s de l'Île d'Orléans et contresigné par plusieurs centaines de concitoyens porte particulièrement sur la protection des « sites patrimoniaux déclarés ». Par ses propositions, il invite à considérer le site de l'Île d'Orléans comme ayant une valeur identitaire nationale de première grandeur et conséquemment de le protéger de façon particulière. C'est pourquoi nous avons proposé le recours à une « zone tampon ».

L'argumentaire de notre mémoire s'appuie sur trois documents remarquables et incontournables:

- La *Charte d'Athènes* qui recommandait, en 1931, de sauver les perspectives : « Certaines perspectives particulièrement pittoresques doivent être préservées ».
- La *Charte de Venise*, en 1964, qui reliait le monument à son milieu : « Le monument est inséparable de l'histoire dont il est le témoin et du milieu où il se situe ».
- La *Déclaration de l'UNESCO*, en janvier 2008, qui stipulait qu'une zone tampon devait être créée pour « inclure l'environnement immédiat du bien proposé pour inscription, les perspectives visuelles importantes et d'autres aires ou attributs ayant un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection. L'espace constituant la zone tampon doit être déterminé au cas par cas par des mécanismes appropriés ». (Convention du patrimoine mondial, UNESCO).

En conséquence, notre regroupement de citoyen(ne)s propose :

- que la notion générale de « zone tampon » apparaisse dans le texte de loi et soit formulée selon les orientations de l'UNESCO « pour fournir un degré supplémentaire de protection », (Patrimoine mondial, UNESCO, 2008).
- que les sites patrimoniaux déclarés bénéficient de cette zone tampon [notamment et évidemment : l'île d'Orléans].

QUELQUES ÉLÉMENTS HISTORIQUES

Il nous a paru utile, sinon nécessaire de situer notre argumentaire dans l'émergence historique des concepts de paysage et de zone tampon. Nous avons procédé par analogie avec les concepts et mécanismes développés au sein de l'UNESCO pour assurer la protection des villes inscrites au patrimoine mondial, nous disant que les patrimoines québécois et orléanais étaient soumis aux mêmes types de pression et requéraient des protections semblables.

Il a fallu attendre 1992 pour voir apparaître en commission parlementaire une *Loi sur la politique culturelle du Québec*. Toutefois, celle-ci, comme l'a remarqué le groupe-conseil de Roland Arpin, réservait « la portion congrue au patrimoine. Si on exclut la place faite aux musées, sept pages seulement sont consacrées au lourd dossier du patrimoine ». (Rapport Arpin, p. 14).

Aux journées du Creusot en France, en juin 1991, seize équipes de chercheurs se sont réunies pour tenter de définir le paysage. La notion de paysage est vite apparue polysémique : « une partie d'un pays que la nature présente à l'observateur » ou « une portion d'espace offert au regard ». Cette référence au « regard » laisse toutefois apparaître le besoin de respecter les échappées sur les abords, les environs, les panoramas, les perspectives de toute nature. Du reste, les chercheurs ont convenu de considérer les paysages comme « des créations culturelles », et ce, pour deux raisons : « d'une part, parce que la réalité objective de ces espaces est le plus souvent marquée de longue date par les activités humaines qui sont venues s'y inscrire. D'autre part, parce que la notion de paysage implique un cadrage par le regard, celui de l'observateur, sujet extérieur à l'espace-objet qu'il considère ».

Une deuxième étape fut franchie par la Loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages. L'audace et l'originalité de cette loi furent de considérer « le paysage comme un patrimoine tout comme les sites classés, les zones naturelles ou les monuments historiques » (préambule). On pouvait dès lors parler d'un « paysage patrimonial ». La protection paysagère devenait une charge légale, assumée, en dernière instance, par l'État qui devait par ailleurs procéder à un inventaire régional du patrimoine paysager.

Le projet de loi 82 restreint le paysage exclusivement à celui qui se découvre sur le site patrimonial lui-même. Aucune extériorité ne semble être prise en compte. Pourtant, le dernier Grand Prix national du paysage 2007, en France, attribué au Parc de Cormailles-d'Ivry-sur-Seine, mentionne les « vues lointaines sur l'horizon métropolitain ».

Une certaine évolution semble émerger de toute cette recherche sur le paysage. Les échappées sur les environs d'un patrimoine paysager reçoivent une légitimité nouvelle.

Le paysage identitaire

Au Québec, le 20 décembre 1992, l'Assemblée nationale adoptait une *Loi sur la protection et la mise en valeur des paysages*. Plus tard, en janvier 2000, on édicta même une *Charte du paysage québécois*. Cette Charte n'apparaît pas avoir donné les effets escomptés.

Le Conseil du paysage québécois, constitué en 2000 (?), a estimé que « l'approche juridique ne constituait pas la meilleure façon de promouvoir une plus grande prise en compte du paysage ». Il a préféré que la Charte soit simplement « un outil de sensibilisation et de consensus auprès des intervenants publics et privés ». Sa mort était peut-être inscrite dans la formulation même de son statut.

On peut raisonnablement penser, néanmoins, que le paysage constitue, en lui-même, un environnement identitaire. Il établit un certain rapport entre l'extériorité et l'intériorité, entre l'extériorité du regard et l'intériorité du vécu. Il se forme un paysage intérieur en chacun de nous qui résulte de nos regards sur les paysages de notre environnement. À ce compte, le paysage fait partie de notre identité. Le Livre Vert reconnaissait, à juste titre, que « le patrimoine attise le sentiment d'appartenance des individus, qu'il incarne une part importante de l'histoire des peuples et qu'il enrichit le cadre de vie des collectivités tout en lui conférant une identité unique » (document de réflexion, p. 9).

La *Déclaration de Québec* sur la « sauvegarde de l'esprit du lieu » découle de la réunion des scientifiques d'ICOMOS (Conseil International de monuments et des sites, rattaché à l'UNESCO) à Québec, en 2008.

« L'esprit du lieu peut être défini, selon ces chercheurs d'ICOMOS, comme l'ensemble des éléments matériels (sites, paysages, bâtiments, objets) et immatériels (mémoires, récits oraux, documents écrits, rituels, festivals, métiers, savoir-faire, valeurs, odeurs), physiques et spirituels, qui donne du sens, de la valeur, de l'émotion et du mystère au lieu ».

Plutôt que de séparer l'immatériel du matériel, et de les mettre en opposition, ICOMOS a exploré les différentes manières dont les deux sont unis dans une étroite interaction, l'un se construisant par rapport à l'autre. « L'esprit construit le lieu et, en même temps, le lieu investit et structure l'esprit. » (16e Assemblée générale, ville de Québec, septembre 2008).

La *Déclaration de Deschambault*, intitulée *Charte de conservation du patrimoine québécois*, a été élaborée par le Conseil des monuments et sites du Québec, comité francophone d'ICOMOS. Elle proposait une notion élargie du patrimoine qui « englobe tous les éléments de notre civilisation considérés non seulement un à un, mais au sein d'ensembles historiques culturels, traditionnels ou, plus simplement, représentatifs de l'adaptation de l'homme à son milieu. Elle inclut ainsi la notion du paysage culturel, témoin des relations du milieu construit avec le milieu naturel » (p. 3).

Paysage culturel patrimonial

Par paysage culturel patrimonial, le projet de loi 82 entend « tout territoire reconnu par une collectivité pour ses caractéristiques paysagères remarquables résultant de l'interrelation de facteurs naturels et humains qui méritent d'être conservées et, le cas échéant, mises en valeur en raison de leur intérêt historique, emblématique ou identitaire » (ch.1, 2). Ces trois types d'intérêt sont certes fondamentaux, mais ils ne sont pas faciles à cerner. Discerner dans un paysage la part respective de l'histoire, de l'emblème ou de l'identification relève d'une capacité d'analyse peu commune. Pourtant, ils ne sont pas superflus.

La principale difficulté que les chartes, les déclarations et les désignations rencontrent pour définir le paysage, c'est probablement qu'elle le soustrait de l'histoire. Tout se passe comme si le lieu s'inscrivait dans l'espace, non dans le temps. Le lieu a son entourage, son environnement, son milieu, son emballage. C'est en tout cas, nous semble-t-il, ce que laissent entendre les définitions du paysage dans ce projet de loi 82. C'est pourquoi nous avons parlé, dans notre mémoire, d'un écrin à protéger.

[CONCLUSION]

Nous pensons pouvoir affirmer que le projet de loi 82, dans sa forme actuelle, ne protège pas suffisamment le caractère identitaire de l'Île d'Orléans en ce sens qu'il omet de considérer le site comme faisant partie d'un ensemble historique et paysager plus vaste, situation qui prive, selon nous, ce territoire d'une de ses caractéristiques fondamentales. Il serait fort souhaitable que le concept de « zone tampon », défini par ICOMOS, soit introduit comme catégorie d'entendement de tout paysage culturel patrimonial comme celui de l'Île d'Orléans.

La zone tampon, à l'origine, désignait « une bande riveraine de végétation naturelle qui s'étend le long d'un cours d'eau et qui le protège ». Notre définition adapterait cette vision purement environnementale pour lui donner la signification suivante : bande riveraine visant à protéger l'Île d'Orléans de toute atteinte à sa valeur patrimoniale et identitaire.

Par ce court mémoire nous avons tenté de mettre en évidence le fait que l'harmonisation et l'intégration d'un site historique avec son environnement constituent un des défis majeurs que devra relever la future *Loi sur le patrimoine culturel*. Toutefois, cela ne diminue en rien l'importance que nous accordons à la préservation de l'Île d'Orléans elle-même.

Aussi, avant de conclure notre présentation, nous aimerions très brièvement soulever des points qui nous préoccupent dans le projet de loi et qui se réfèrent au territoire lui-même, plutôt qu'à son environnement exogène.

Il ne nous semble guère rassurant par exemple de confier aux municipalités, particulièrement à celles de très petite taille, la « responsabilité quant à la protection d'un site patrimonial classé ou déclaré ou d'une aire de protection » (Ch.V, section I). La rareté des compétences et des ressources humaines et financières nécessaires à la réalisation du mandat que la loi leur confie risque d'entraîner un désintéressement par rapport au patrimoine. D'ailleurs, l'atomisation des prises en charge risqueraient à leur tour de faire perdre la nécessaire perspective d'ensemble en ce domaine. Cette situation pourrait devenir encore plus critique lors d'un possible transfert de responsabilités de la gestion patrimoniale d'un site de l'ampleur et de l'importance de l'île d'Orléans vers les 6 petites municipalités de l'Île, qui comptent moins de 7000 habitants, comme le permet le projet de Loi 82. Nous pensons que les citoyens du territoire devraient être formellement consultés avant qu'une telle rétrocession-décentralisation des pouvoirs se produise, selon des formules qui existent dans d'autres lois du Québec.

Est-il nécessaire de souligner que l'arrondissement historique de l'île d'Orléans n'appartient pas seulement à ses résidents, mais bien à l'ensemble des Québécois et à l'ensemble des descendants des 300 familles souches qui ont peuplé l'Amérique Française aujourd'hui dispersés partout en Amérique du Nord. Confier à de petits villages sans moyens le rôle de gardien de l'intégrité de ces lieux de mémoire collective mérite sûrement que l'on y réfléchisse encore et que l'on procède avec une extrême prudence. La situation actuelle nous apparaît déjà difficile. Le territoire est agressé et fragilisé quotidiennement par de nombreux phénomènes : pression pour la construction de nombreuses maisons neuves, transformation des petits chalets du bord de l'eau en « Monster Houses », perte de vues sur le fleuve, accès public au fleuve limité, etc.

Enfin, nous pensons que le Conseil du patrimoine proposé dans le projet de Loi, devrait être doté de pouvoirs décisionnels en matière de protection des patrimoines et des paysages plutôt que simplement consultatifs, un peu à l'image de la Commission sur la protection du territoire agricole (CPTAQ) qui a beaucoup contribué à la préservation du caractère particulier de l'arrondissement historique de l'Île d'Orléans.

Monsieur le Président, Madame la Ministre, messieurs les députés, je vous remercie de votre attention.